

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN SEPTEMBRE 2024 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire (ESB) à fin septembre 2024, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

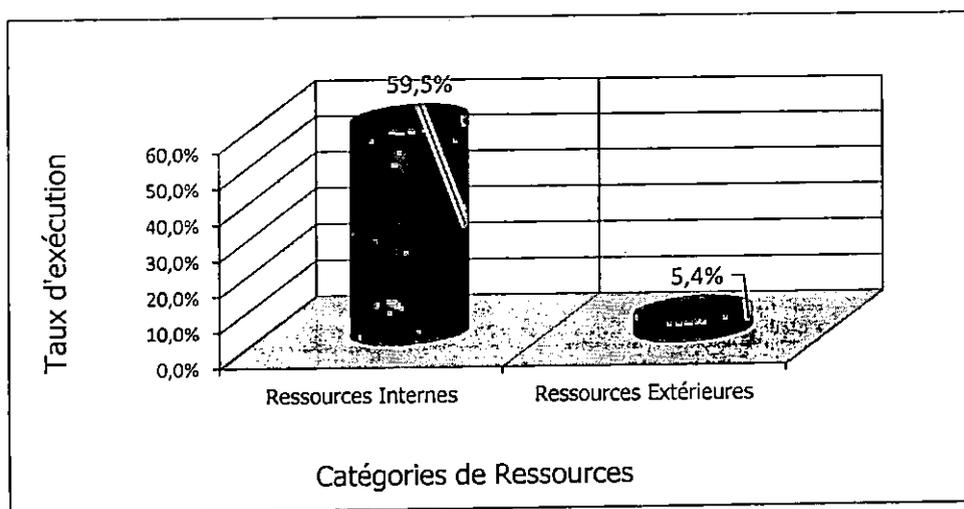
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin septembre 2024 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de **12.020.646.399.103 FC** contre les prévisions linéaires de **28.024.705.456.714 FC**, soit un taux d'exécution de **42,9%**.

Les dépenses exécutées sur ressources propres sont à l'ordre de **11.559.314.317.768 FC** contre les prévisions linéaires de **19.439.931.253.934 FC** représentant un taux d'exécution de **59,5%**.

Les données relatives aux **ressources extérieures** s'élèvent à hauteur de **461.332.081.335 FC**, contre les prévisions linéaires de **8.584.774.202.780 FC**, soit un taux d'exécution de **5,4%**.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n° 1 : Exécution du budget général par catégorie de ressources



1. La dépense de rémunération se chiffre à **6.083.689.680.655 FC** et comprend essentiellement le traitement de base du personnel permanent, les primes et indemnités permanentes et autres.

Le service de la dette d'une hauteur de **232.256.880.614 FC** comprend le principal de la dette publique en capital chiffré à **171.439.535.648 FC** et les intérêts de **60.817.344.966 FC** payés en faveur

du club de Kinshasa à hauteur de 11.663.045.751 FC et de la dette multilatérale à hauteur de 49.154.299.215 FC. Les commissions bancaires à hauteur de 55.016.107.344 FC, ont été payés et les intérêts titrisés n'ont connu aucune exécution en cette période.

La rétrocession aux Administrations financières a été exécutée à hauteur de 989.754.836.205 FC répartis comme suit : la Direction Générale des Impôts 522.686.176.710 FC, Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations 278.528.536.017 FC et la Direction Générale des Douanes et Accises 188.540.123.478 FC, représentant respectivement 52,8%, 28,1% et 19,0% de l'enveloppe totale.

Outre la rémunération, le service de la dette, les charges transférées en province ainsi que la rétrocession aux administrations financières, l'essentiel de dépenses effectuées à fin septembre 2024, a porté sur :

- Le paiement d'un montant de 2.385.352.546 FC pour l'acquisition d'équipements médicaux spécialisés au profit de l'Hôpital Général de Kalemie dans la province de Tanganyika, de 17.455.592.321 FC pour l'achat de 4.500 tonnes d'engrais chimiques au profit du Service National ainsi que de 430.187.358 FC pour la maintenance de la centrale hydroélectrique de KAKOBOLA dans la province de Kwilu ;
- La mise à disposition de fonds avec une enveloppe de 200.000.000 FC pour l'appui au programme de lutte contre le phénomène kuluna à Kinshasa Funa ainsi que 5.000.000.000 FC au profit des déplacés internes du Nord et du Sud Kivu;
- l'approvisionnement en médicaments antipaludéens (FEDECAME) avec une enveloppe de 13.062.599.550 FC ;
- l'acquisition de matériels agricoles au profit du Ministère de l'Agriculture de l'ordre de 2.651.838.557 FC. Il s'agit notamment de 5 rotary luter alpego rh 300, 5 epandeurs portes, 5 semiors à 6 rangs plus pulvérisateurs, tracteurs et équipements agricoles, 5 tracteurs caseih, 5 charrues à 3 disques et 5 remorques de 5 tonnes de charrues ;
- la prise en charge des enfants vivant avec l'autisme et d'autres troubles neurodéveloppementaux d'un import de 300.000.000 FC .

2. Les données d'exécution de dépenses du budget général par *titre (T)* sont reprises dans le tableau ci-après :

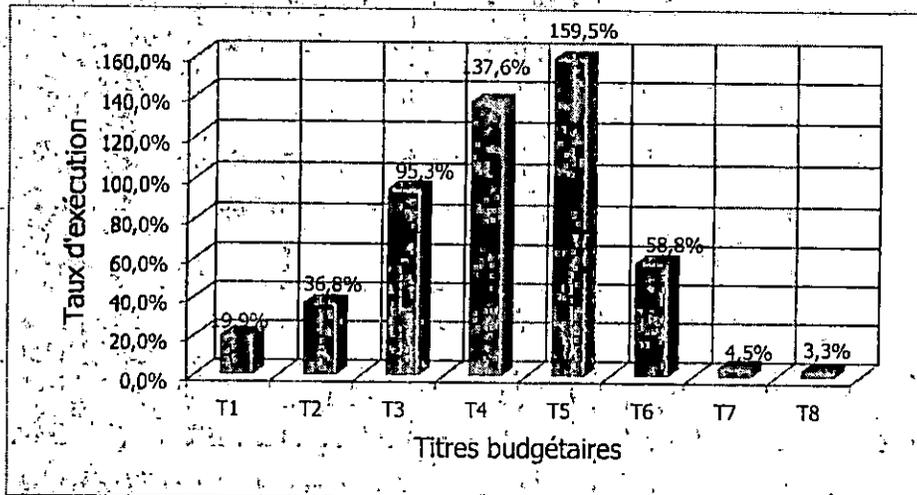
Tableau n° 1 : Dépenses du budget général par titre à fin septembre 2024

Code	Titre	Voté	Prévision Linéaire (9 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729	860 145 365 047	171 439 535 648	19,9%	1,4%
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	165 123 326 447	60 817 344 966	36,8%	0,5%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 738 794 334 098	6 554 095 750 573	6 246 009 481 769	95,3%	52,0%
4	BIENS ET MATERIELS	482 286 603 752	361 714 952 814	497 848 472 821	137,6%	4,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 130 836 771 220	848 127 578 415	1 348 178 411 682	159,0%	11,2%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 873 101 873	5 302 404 826 404	3 116 071 878 980	58,8%	25,9%
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	9 565 529 194 328	434 996 892 784	4,5%	3,6%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	4 367 564 462 686	145 284 380 454	3,3%	1,2%
Total		37 366 273 942 286	28 024 705 456 714	12 020 646 399 103	42,9%	100%

- Dette publique en capital (T1) : 171.439.535.648 FC contre les prévisions linéaires de 860.145.365.047 FC, soit un taux d'exécution de 19,9% ;

- Frais financiers (T2) : 60.817.344.966 FC contre les prévisions linéaires de 165.123.326.447 FC, soit un taux d'exécution de 36,8% ;
- Dépenses de personnel (T3) : 6.246.009.481.769 FC contre les prévisions linéaires de 6.557.470.750.573 FC, soit un taux d'exécution de 95,3% ;
- Biens et matériels (T4) : 497.848.472.821 FC contre les prévisions linéaires de 361.714.952.814 FC, soit un taux d'exécution de 137,6% ;
- Dépenses de prestations (T5) : 1.348.178.411.682 FC contre les prévisions linéaires de 845.352.578.415 FC, soit un taux d'exécution de 159,5% ;
- Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 3.116.071.878.980 FC contre les prévisions linéaires de 5.301.804.826.404 FC, soit un taux d'exécution de 58,8% ;
- Equipements (T7) : 434.996.892.784 FC contre les prévisions linéaires de 9.565.529.194.328 FC, soit un taux d'exécution de 4,5% ;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition et immobilière(T8) : 145.284.380.454 FC contre les prévisions linéaires de 4.367.564.462.686 FC, soit un taux d'exécution de 3,3%.

Graphique n° 2 : Exécution des dépenses par Titre budgétaire



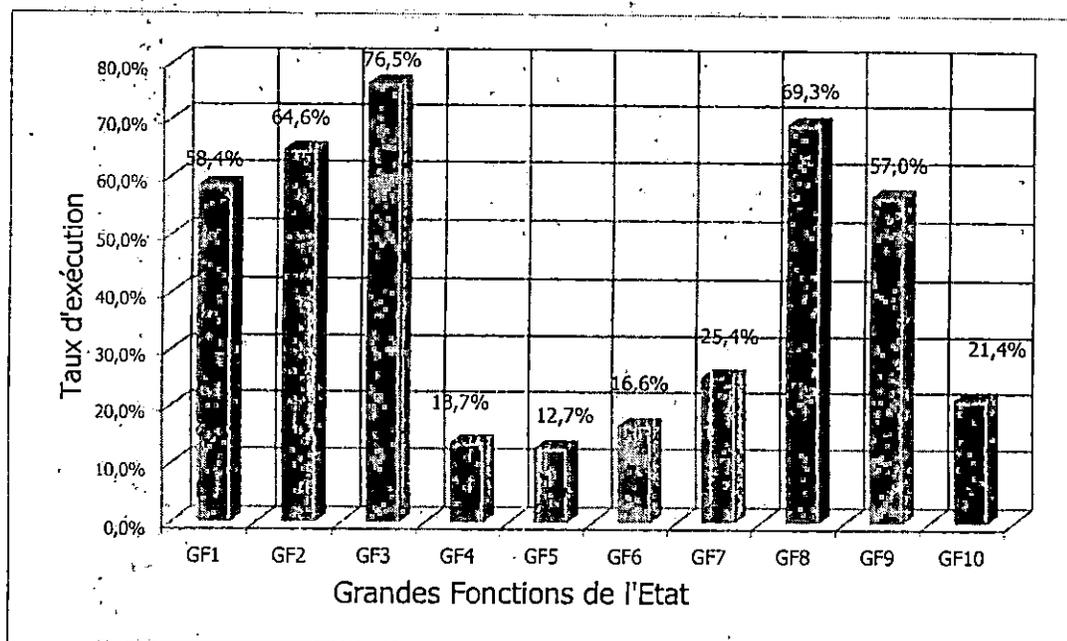
3. Le tableau ci-après renseigne les exécutions de dépense par *grande fonction* (GF) :

Tableau n° 2 : Dépenses du budget général par grande fonction à fin septembre 2024

Code	Grande fonction	Voté	Prévision Linéaire (9 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	9 783 402 838 099	7 337 552 128 574	4 287 847 673 026	58,1%	35,7%
2	DEFENSE	2 537 409 297 058	1 903 056 972 794	1 228 815 827 963	64,6%	10,2%
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	2 287 297 407 863	1 715 473 055 897	1 311 664 125 386	76,5%	10,9%
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	8 632 584 450 532	6 474 438 337 899	884 880 421 242	13,7%	7,4%
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	327 111 945 614	245 333 959 211	31 171 998 910	12,7%	0,3%
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	628 978 595 976	471 733 946 982	78 489 975 332	16,6%	0,7%
7	SANTE	5 342 195 433 336	4 006 646 575 002	1 019 433 760 270	25,4%	8,5%
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	310 150 138 200	232 612 603 650	161 229 224 399	69,3%	1,3%
9	ENSEIGNEMENT	6 788 628 950 307	5 091 471 712 731	2 900 042 671 518	57,0%	24,1%
10	PROTECTION SOCIALE	728 514 885 300	546 386 163 975	117 070 721 057	21,4%	1,0%
	Total	37 366 273 942 286	28 024 705 456 714	12 020 646 399 103	42,8%	100%

- Services généraux des Administrations publiques (GF1) : 4.287.847.673.026 FC contre les prévisions linéaires de 7.337.552.128.574 FC, soit un taux d'exécution de 58,4% ;
- Défense (GF2) : 1.228.815.827.963 FC contre les prévisions linéaires 1.903.056.972.794 FC, soit un taux d'exécution de 64,6% ;
- Ordre et sécurité publics (GF3) : 1.311.664.125.386 FC contre les prévisions linéaires de 1.715.473.055.897 FC, soit un taux d'exécution de 76,5% ;
- Affaires économiques (GF4) : 884.880.421.242 FC contre les prévisions linéaires de 6.474.438.337.899 FC, soit un taux d'exécution de 13,7% ;
- Protection de l'environnement (GF5) : 31.171.998.910 FC contre les prévisions linéaires de 245.333.959.211 FC, soit un taux d'exécution de 12,7% ;
- Logement et équipements collectifs (GF6) : 78.489.975.332 FC contre les prévisions linéaires de 471.733.946.982 FC, soit un taux d'exécution de 16,6% ;
- Santé (GF7) : 1.019.433.760.270 FC contre les prévisions linéaires de 4.006.646.575.002 FC, soit un taux d'exécution de 25,4% ;
- Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 161.229.224.399 FC contre les prévisions linéaires de 232.612.603.650 FC, soit un taux d'exécution de 69,3% ;
- Enseignement (GF9) : 2.900.042.671.518 FC contre les prévisions linéaires de 5.091.471.712.731 FC, soit un taux d'exécution de 57,0% ;
- Protection sociale (GF10) : 117.070.721.057 FC contre les prévisions linéaires de 546.386.163.975 FC, soit un taux d'exécution de 21,4%.

Graphique n° 3 : Exécution des dépenses par Grande fonction de l'Etat



4. Les détails sur l'exécution de dépenses du budget général par *rubrique budgétaire* (RB) sont repris dans le tableau ci-dessous ;

[Signature]

Tableau n° 3 : Dépenses du budget général par rubrique à fin septembre 2024

Code	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (9 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Bourse d'Études	10 000 000 000	7 500 000 000		0,0%	0,0%
2	Charges Communes	290 992 034 288	218 244 025 716	129 343 311 488	59,3%	1,1%
3	Contrepartie des Projets	100 978 000 000	75 733 500 000	37 386 928 313	49,4%	0,3%
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	820 000 000 000	615 000 000 000	35 120 882 300	5,7%	0,3%
5	Dettes Publiques	1 146 860 486 729	860 145 365 047	171 439 535 648	19,9%	1,4%
6	Financement des Réformes	75 000 000 000	56 250 000 000	197 120 201 473	350,4%	1,6%
7	Fonctionnement des Institutions	1 451 432 383 322	1 088 574 287 491	1 184 012 771 436	108,8%	9,8%
8	Fonctionnement des Ministères	2 212 474 615 407	1 659 355 961 555	1 756 958 059 875	105,9%	14,6%
9	Fonds de Péréquation	1 957 558 208 134	1 468 168 656 101		0,0%	0,0%
10	Frais Financiers	220 164 435 262	165 123 326 447	60 817 344 966	36,8%	0,5%
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 213 593 041 484	910 194 781 113	628 284 010 728	69,0%	5,2%
12	Investissements sur Ressources Extérieures	1 114 466 365 603 707	8 584 774 202 780	461 332 081 335	5,4%	3,8%
13	Investissements sur Ressources Propres	1 696 017 733 150	1 272 013 299 862	37 687 256 180	3,0%	0,3%
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 374 121 166 780	2 530 590 875 085	43 875 007 408	1,7%	0,4%
15	Mise à la Retraite	270 211 249 514	202 658 437 136	69 551 929 749	34,3%	0,6%
16	Rémunérations	8 125 021 236 950	6 093 765 927 713	6 083 689 680 655	99,8%	50,6%
17	Rétrocession aux Régies Financières	1 367 124 995 389	1 025 343 746 542	989 754 836 205	96,5%	8,2%
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	343 650 000 000	257 737 500 000	3 734 491 981	1,4%	0,0%
19	Subventions aux Services Décentralisés	22 750 000 000	17 062 500 000		0,0%	0,0%
20	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	22 860 000 000	2 364 204 358	10,3%	0,0%
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	679 745 847 319	128 173 865 005	18,9%	1,1%
22	TVA Remboursable	285 150 955 746	213 863 216 810		0,0%	0,0%
	Total	37 366 273 942 286	28 024 705 456 714	12 020 646 399 103	42,9%	100%

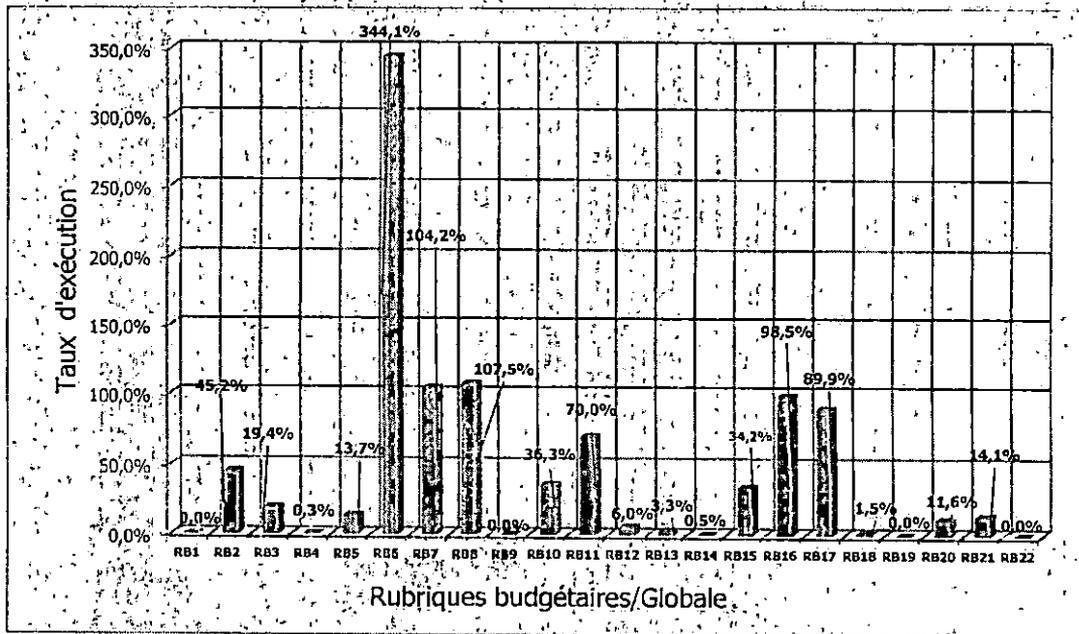
- **Charges communes (RB2) :** 129.343.311.488 FC contre les prévisions linéaires de 218.244.025.716 FC, soit un taux d'exécution de 59,3%. Les dépenses liées aux charges communes ont été influencées par les dépenses de carburant (59.853.504.588 FC), les diverses commissions bancaires (55.016.107.344 FC) ainsi que les frais médicaux et pharmaceutiques (11.457.162.572 FC) ;
- **Contrepartie des projets (RB3) :** 37.386.928.313 FC contre les prévisions linéaires de 75.733.500.000 FC, soit un taux d'exécution de 49,4% ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) :** 35.120.882.300 FC contre les prévisions linéaires de 615.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 5,7% décaissées spécialement pour le fonds spécial d'intervention ;
- Quant à la **Dettes publiques (RB5)**, elle est exécutée à 171.439.535.648 FC contre les prévisions linéaires de 860.145.365.047 FC, soit un taux d'exécution de 19,9% essentiellement sur la dette extérieure envers le Club de Kinshasa pour une somme de 90.156.270.531 FC et la dette Multilatérale pour un montant de 81.283.265.116 FC ;
- **Financement des réformes (RB6) :** 197.120.201.473 FC contre les prévisions linéaires de 53.475.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 368,6% pour diverses réformes menées dans le pays notamment celle de l'administration publique et des finances publiques à hauteur de 163.602.633.927 FC ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) :** 1.184.012.771.436 FC contre les prévisions linéaires de 1.088.574.287.491 FC, soit un taux d'exécution de 108,8% orientée vers le fonds spécial d'intervention (756.611.198.192 FC), les autres prestations (142.747.128.174 FC), ainsi que

44.184.574.641 FC en faveur de frais secret de recherche et 119.178.557.753 FC pour les différents fonctionnements ;

- **Fonctionnement des Ministères (RB8) :** 1.756.958.059.875 FC contre les prévisions linéaires de 1.662.730.961.555 FC, soit un taux d'exécution de 105,7% au profit du fonds spécial d'intervention avec une enveloppe de 440.809.525.102 FC, frais secret de recherche de l'ordre de 435.068.439.680 FC et des différents transferts aux ambassades et postes consulaires avec une somme de 21.440.320.760 FC ;
- **Frais financiers (RB10) :** 60.817.344.966 FC contre les prévisions linéaires de 165.123.326.447 FC, soit un taux d'exécution de 36,8%. Il s'agit des intérêts produits par le club de Kinshasa (11.663.045.751 FC) et la dette multilatérale (49.154.299.215 FC) ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) :** exécutées à 628 284 010 728 FC contre les prévisions linéaires de 909 594 781 113 FC, soit un taux d'exécution de 69,1% pour la prise en charge des léopards handball seniors dames au stage de préparation de la 26^{ème} coupe d'Afrique des nations (Kinshasa) à Alexandrie avec une enveloppe de 618.283.649 FC ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) :** exécutés à 5,4% contre les prévisions linéaires 8.584.774.202.780 FC pour acquisition des divers équipements (212.380.789.502 FC) au profit du ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) :** décaissés à hauteur de 37 687 256 180 FC contre les prévisions linéaires de 1 272 013 299 862 FC, soit un taux d'exécution de 3,0% pour la Réhabilitation des aéroports Kavumu, Kananga, Goma (36.595.241.952 FC) ;
- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14) :** 43.875.007.408 FC contre les prévisions linéaires de 2.530.590.875.085 FC, soit un taux d'exécution de 1,7% ;
- **Mise à la retraite (RB15) :** 69.551.929.749 FC contre les prévisions linéaires de 202.658.437.136 FC, soit un taux d'exécution de 34,3% au profit de la pension de retraite et rente des différents fonctionnaires de l'Etat ;
- **Rémunérations (RB16) :** à fin septembre, les rémunérations exécutées s'élèvent à 6 083 689 680 655 FC contre les prévisions linéaires de 6.093.765.927.713 FC, soit un taux d'exécution de 99,8%. Il est à noter que ces rémunérations représentent 50,6% des dépenses du budget général exécutées ;
La mise en œuvre de la politique salariale au troisième trimestre 2024 a permis notamment de payer les indemnités de sortie du Ministère de l'Agriculture (338.693.799 FC), les trois mois de l'impôt professionnel sur les rémunérations des salaires des diplomates de la zone C du Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Régionale au bénéfice de la Direction Générale des Impôts (107.010.483 FC) ainsi que les arriérés relatifs au personnel additionnel de la Caisse Nationale de Péréquation (68.235.764 FC) ;
- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17) :** 989.754.836.205 FC contre les prévisions linéaires de 1.025.343.746.542 FC, soit un taux d'exécution de 96,5% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) :** au mois de septembre, la subvention aux budgets annexes, a été exécutée au montant de 3.734.491.981 FC contre les prévisions linéaires de 257.737.500.000 FC, soit un taux d'exécution de 1,4% ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20) :** 2.364.204.358 FC contre les prévisions linéaires de 22.860.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 10,3% ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21) :** 128.173.865.005 FC contre les prévisions linéaires de 679.745.847.319 FC, soit un taux d'exécution de 18,9%.

A fin septembre, les rubriques bourse d'étude (RB1), Fonds de péréquation (RB9), Subvention aux Services Déconcentrés (R19), et la TVA remboursable (RB22) n'ont pas encore été payées.

Graphique n° 4 : Exécution par rubrique budgétaire/Globale



5. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de 2.380.985.624.749 FC, contre les prévisions linéaires de 5.569.575.964.945 FC, soit un taux d'exécution de 42,7%.

La majeure partie de dépenses des charges transférées en province a été payée dans la rubrique Rémunérations de l'ordre de 2.208.936.752.336 FC contre les prévisions linéaires de 2.359.239.242.541 FC, soit un taux d'exécution de 93,6% ;

A fin septembre, le niveau d'exécution de la rubrique Investissement sur Transfert aux Provinces et ETD a été payé principalement pour l'acquisition d'équipements médico-chirurgicaux, de diagnostic et hospitaliers (2.385.352.546 FC) dans le Tanganyika, l'acquisition d'équipements agro-sylvo-pastoraux dans la province de la Tshopo de l'ordre de 3.313.835.816 FC ainsi que la construction d'édifices, de bâtiments dans la province du Kongo avec une enveloppe de 26.263.491.057 FC.

6. Les dépenses sociales retenues dans la Loi de finances 2024, correspondant au critère des *dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)*, renvoient à la somme des dépenses de l'administration centrale (Santé, Education, ...), spécialement les dépenses de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (SRMNEA) et soins de santé primaires, les décaissements du cofinancement de vaccins soutenu par GAVI et achat de vaccins traditionnels ainsi que les décaissements du cofinancement tuberculose / paludisme / VIH/SIDA. Elles renseignent un niveau de 3.498.765.408.278 FC, contre les prévisions linéaires de 10.141.577.435.971 FC, soit un taux d'exécution de 34,5%.

Le tableau ci-dessous renseigne les détails de l'exécution de dépenses de la lutte contre la pauvreté (DLCP) par rubrique budgétaire.

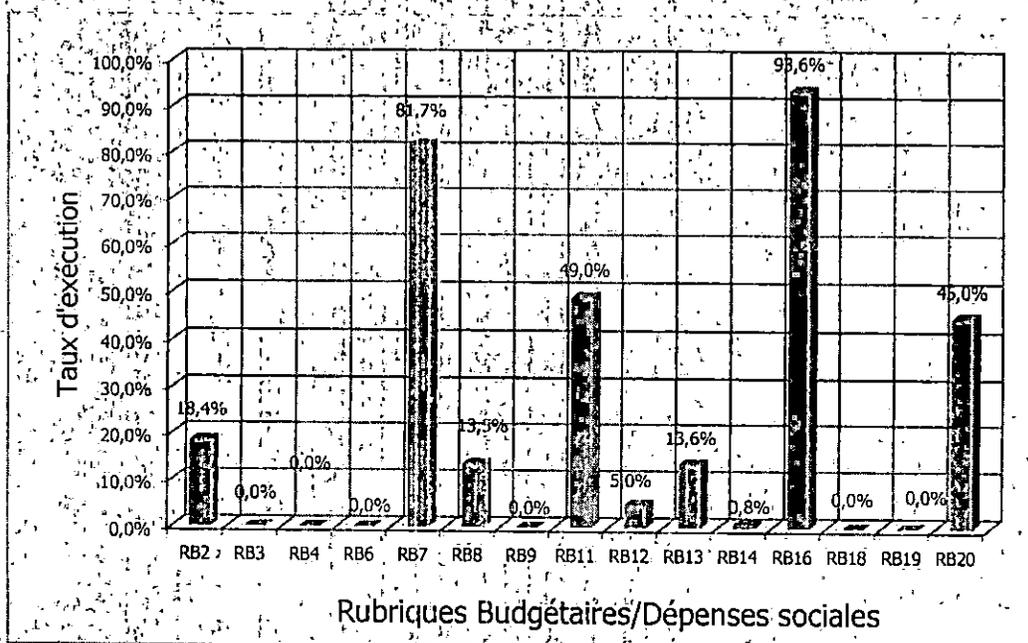
Tableau n° 4 : Dépenses sociales à fin septembre 2024

Code	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (9 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Charges Communes	104 826 344 788	78 619 758 591	14 473 699 556	18,4%	0,4%
2	Contrepartie des Projets	16 098 214 922	12 073 661 192		0,0%	0,0%
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	40 000 000 000	30 000 000 000		0,0%	0,0%
4	Financement des Réformes	6 056 470 250	4 542 352 688		0,0%	0,0%
5	Fonctionnement des Institutions	202 095 680 546	151 571 760 410	123 776 423 087	81,7%	3,5%
6	Fonctionnement des Ministères	247 457 613 862	185 593 210 397	24 996 568 333	13,5%	0,7%
7	Fonds de Péréquation	924 554 874 163	693 416 155 622		0,0%	0,0%
8	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	401 436 723 890	301 077 542 918	147 544 990 380	49,0%	4,2%
9	Investissements sur Ressources Extérieures	4 079 136 751 589	3 059 352 563 692	151 635 571 680	5,0%	4,3%
10	Investissements sur Ressources Propres	357 491 775 297	268 118 831 473	36 595 241 952	13,6%	1,0%
11	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 809 849 709 242	2 107 387 281 931	17 611 516 351	0,8%	0,5%
12	Rémunérations	4 247 343 487 418	3 185 507 615 564	2 980 242 642 117	93,6%	85,2%
13	Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 171 963 063	55 628 972 297		0,0%	0,0%
14	Subventions aux Services Déconcentrés	3 571 231 839	2 678 423 879		0,0%	0,0%
15	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	4 196 182 133	1 888 754 823	45,0%	0,1%
16	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 417 497 582	1 813 123 187		0,0%	0,0%
	Total	13 522 103 247 961	10 141 577 435 971	3 498 765 408 278	34,5%	100%

- Charges communes (RB2) : 14.473.699.556 FC contre les prévisions linéaires de 78.619.758.591 FC, soit un taux d'exécution de 18,4% ;
- Fonctionnement des Institutions (RB7) : 123.776.423.087 FC contre les prévisions linéaires de 151.571.760.410 FC, soit un taux d'exécution de 81,7% ;
- Fonctionnement des Ministères (RB8) : 123.776.423.087 FC contre les prévisions linéaires de 151.571.760.410 FC, soit un taux d'exécution de 81,7% ;
- Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 147.544.990.380 FC contre les prévisions linéaires de 301.077.542.918 FC, soit un taux d'exécution de 49,0% ;
- Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 151.635.571.680 FC contre les prévisions linéaires de 3.059.352.563.692 FC, soit un taux d'exécution de 5,0% ;
- Investissements sur ressources propres (RB13) : 36 595 241 952 FC contre les prévisions linéaires de 268.118.831.473 FC, soit un taux d'exécution de 13,6% ;
- Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 17.611.516.351 FC contre les prévisions linéaires de 2.107.387.281.931 FC, soit un taux d'exécution de 0,8% ;
- Rémunérations (RB16) : 2.980.242.642.117 FC contre les prévisions linéaires de 3.185.507.615.564 FC, soit un taux d'exécution de 93,6% ;
- Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 1.888.754.823 FC contre les prévisions linéaires de 4.196.182.133 FC, soit un taux d'exécution de 45,0%.

Les rubriques Contrepartie des projets (RB3), Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4), Financement des réformes (RB6), Fonds de péréquation (RB9), Subventions aux organismes auxiliaires (RB18), Subventions aux Services Déconcentrés (RB19) et le Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21) pour ce mois, n'ont connu aucun paiement.

Graphique n°5 : Exécution par rubrique budgétaire/Dépenses sociales



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 5 et 6.

Tableau n° 5 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	62	62	57	53	0,0%	85,5%
2	FRAIS FINANCIERS	106	106	106	106	0,1%	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	94 963	94 782	94 540	94 320	73,8%	99,3%
4	BIENS ET MATERIELS	2 360	2 212	2 032	1 113	0,9%	47,2%
5	DÉPENSES DE PRESTATIONS	28 454	28 131	27 687	26 492	20,7%	93,1%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 591	7 472	6 913	5 704	4,5%	75,1%
7	EQUIPEMENTS	108	94	59	46	0,0%	42,6%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	37	35	16	7	0,0%	18,9%
Total		133 681	132 894	131 410	127 841	100%	95,6%

Après étude des données du tableau n° 5, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cette période a été payée en faveur des dépenses de personnel.

L'exécution des investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) s'est accrue à 61,5% contre 35,4% à fin juillet 2024. Un paiement régulier des dossiers d'investissement devra être maintenu afin d'atteindre la croissance et le développement du pays.

Tableau n° 6 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité :

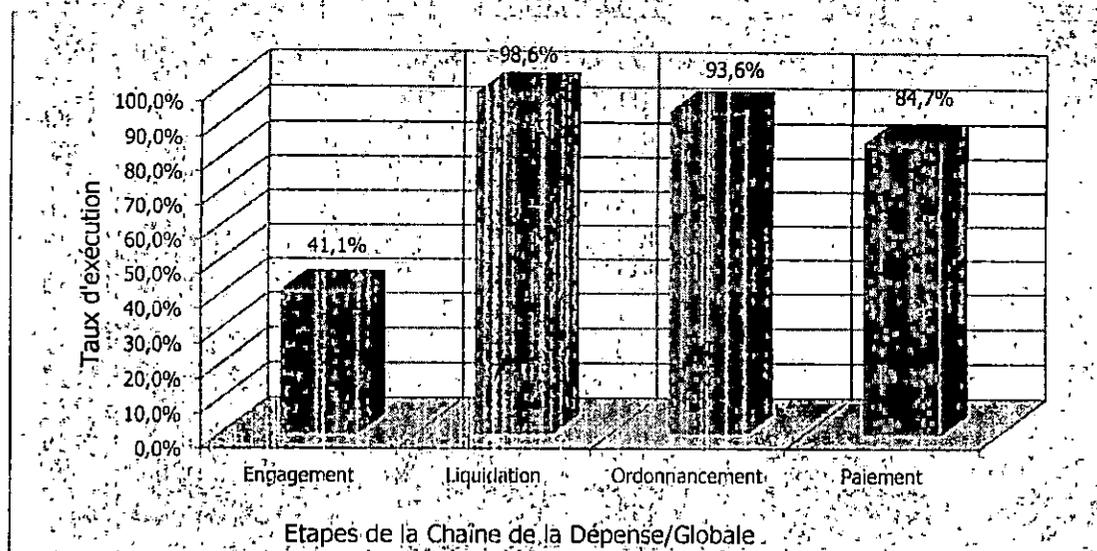
Code	Titre	Crédit Voté	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Payé	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729	210 786 827 446	18,4%	210 786 827 446	100,0%	191 107 477 304	90,7%	171 439 535 648	89,7%
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	60 817 344 966	27,6%	60 817 344 966	100,0%	60 817 344 966	100,0%	60 817 344 966	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 743 294 334 098	6 394 216 017 582	73,1%	6 398 926 458 996	100,1%	6 372 572 461 631	99,6%	6 246 009 481 769	98,0%
4	BIBLIOTHEQUES ET MATERIELS	482 266 603 752	850 359 675 639	176,3%	842 409 204 435	99,1%	821 614 841 830	97,5%	497 848 472 821	60,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 127 136 771 220	2 007 091 989 633	178,1%	1 951 242 949 677	97,2%	1 717 605 858 120	88,0%	1 348 178 411 682	78,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 073 101 873	4 872 884 060 364	68,9%	4 757 640 708 728	97,6%	4 336 385 983 048	91,1%	3 116 071 878 980	71,9%
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	631 568 775 491	5,0%	606 261 698 165	96,0%	465 239 700 817	76,7%	434 996 892 784	93,5%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	313 172 879 217	5,9%	333 830 784 174	97,3%	221 542 476 690	66,4%	145 284 380 454	65,6%
Total		37 356 273 942 286	15 370 897 570 138	41,1%	15 161 915 976 607	98,6%	14 186 886 147 405	93,6%	12 020 646 399 103	84,7%

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 15.370.897.570.138 FC, contre les prévisions linéaires de 28 024 705 456 714 FC, soit un taux global de fluidité de 41,1% ;
- **Liquidation** : 15.161.915.976.607 FC dégageant un taux global de fluidité de 98,6% par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement** : 14.186.886.147.405 FC, renseignant un taux global de fluidité de 93,6% par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 12.020.646.399.103 FC indiquant un taux global de fluidité de 84,7% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 7 et 8 ci-après :

Tableau n° 7 : Volume de dossiers de dépenses sociales par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure
3	DEPENSES DE PERSONNEL	43 559	43 511	43 472	43 370	93,6%
4	BIENS ET MATERIELS	491	465	420	173	0,4%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	743	652	568	214	0,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 048	3 017	2 932	2 554	5,5%
7	EQUIPEMENTS	45	37	29	27	0,1%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	19	18	8	5	0,0%
Total		47 905	47 700	47 429	46 343	100,0%

Du tableau n° 7 ci-dessus, il se dégage que les Dépenses sociales sont plus orientées vers les dépenses du personnel.

Tableau n° 8 : Exécution en valeur de dépenses sociales par étape de la Chaîne

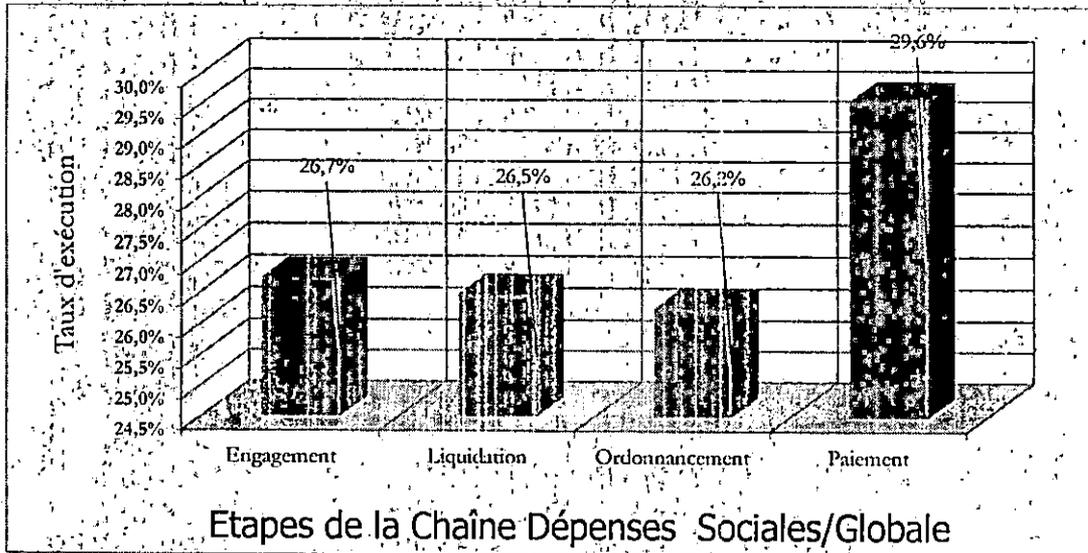
Code	Titre	Crédit Voté	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Paiement	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	4 321 230 615 255	3 005 974 041 212	69,6%	3 004 238 893 306	99,9%	3 002 438 186 730	99,9%	2 989 503 656 298	99,6%
4	BIENS ET MATERIELS	85 322 240 615	53 472 206 872	62,7%	52 677 025 987	98,5%	50 002 329 771	94,9%	26 574 422 367	53,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	248 155 667 385	164 970 880 856	66,5%	140 727 442 833	85,3%	100 744 241 122	71,6%	42 520 862 555	42,2%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	677 845 901 911	491 831 594 495	72,6%	435 078 745 311	88,5%	340 213 848 332	78,2%	234 324 137 076	68,9%
7	EQUIPEMENTS	4 313 446 291 559	128 405 334 163	3,0%	109 075 374 112	84,9%	92 776 931 162	85,1%	86 821 440 586	93,6%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 876 102 531 235	155 691 597 664	4,0%	155 314 468 192	99,8%	121 946 737 000	78,5%	119 020 889 397	97,6%
Total		13 522 103 247 961	4 000 395 655 261	29,6%	3 897 111 949 741	97,4%	3 708 122 274 116	95,2%	3 498 765 408 278	94,4%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les dépenses sociales ont été exécutées comme suit :

- **Engagement** : 4.000.395.655.261 FC, soit un taux de 26,0% par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation** : 3.897.111.949.741 FC, soit un taux de 25,7% par rapport aux liquidations globales ;

- **Ordonnancement**: 3.708.122.274.116 FC, soit un taux de 26,1% par rapport aux ordonnancements globaux ;
- **Paiement**: 3.498.765.408.278 FC, soit un taux de 29,1% par rapport aux transferts globaux.

Graphique n°7 : Exécution par étape des dépenses sociales par rapport aux dépenses globales.



III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL A LA BASE DE 145 TERRITOIRES

a. Brève présentation du PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue de développer son territoire national à travers un projet ambitieux ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République, Chef de l'Etat intitulé « Programme de Développement Local de 145 Territoires » PDL-145T en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre de PDL-145T qui bénéficie des financements du Trésor public et des contributions des partenaires au développement (PTFs) est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (BCECO), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

A ce jour, le niveau d'exécution connaît un progrès significatif dans la première composante.

b. Synthèse des exécutions du PDL-145 T

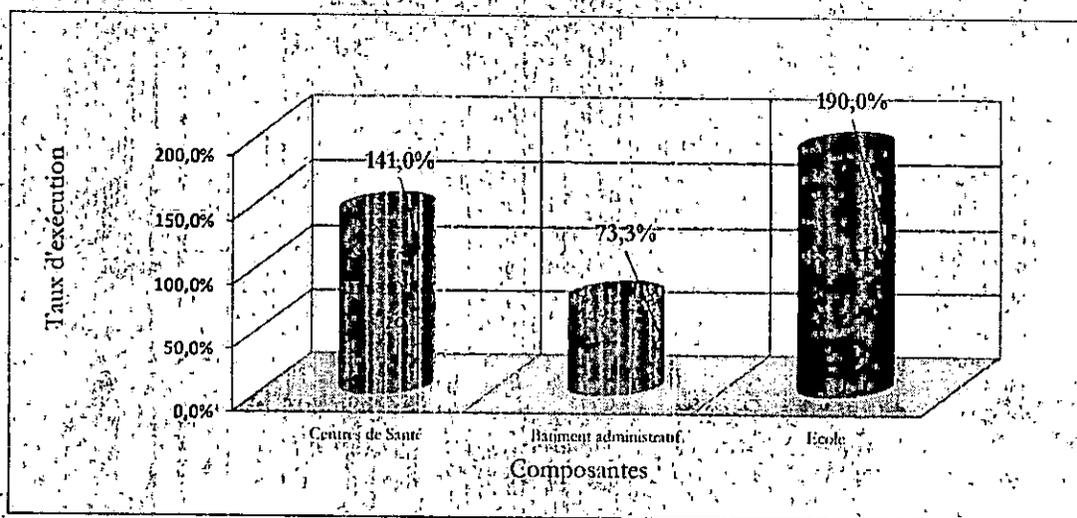
Au deuxième trimestre 2023, les projets PDL-145T ont été exécutés à hauteur de 266.459.352.909 FC, soit 44,8% par rapport aux prévisions linéaires de 594.460.292.338 FC de l'ensemble de projets PDL-145T et de 129,1% contre les prévisions linéaires de 206.350.967.622 FC liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé : 74.607.522.600 FC contre les prévisions linéaires de 52.898.299.595 FC, soit un taux d'exécution de 141,0 %.

- Construction d'écoles : 129.294.821.416 FC contre les prévisions linéaires de 68.062.002.797 FC, soit un taux d'exécution de 190,0%.

- Construction de bâtiments administratifs : 62.557.008.893 FC contre les prévisions linéaires de 85.390.665.230 FC, soit un taux d'exécution de 73,3 %.

Graph. n°8 : Exécution de la composante 1 du PDL - 145 T



NB : Par ailleurs, il sied de signaler que les données PDL-145T du troisième trimestre 2023 et du premier semestre 2024, sont en cours de traitement. En outre, ce programme, comptant dans la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat parmi les acquis phares du quinquennat antérieur, a reçu le crédit d'un montant de 755.490.000.000 FC dans la loi de finances 2024.

IV. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) devra capter les avis de débits lui transmis par la Banque Centrale du Congo (BCC). Cela permettra à la DGPPB qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 21 juin 2024 sur la conciliation des chiffres entre l'ESB et le TOFE/PTR, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il se dégage les points ci-dessous :

Tableau n° 9 : Evaluation des recommandations

N°	Recommandations	Acteurs	Niveau d'évaluation
1.	Les réunions de conciliation devront se tenir deux fois le mois (bihebdomadaire) pour un début et par la suite de manière mensuelle c'est-à-dire une fois le mois ;	DGPPB	En cours d'organisation
2.	Transmission des avis des débits ;	CII	Non exécutée
3	Transmission mensuelle des décaissements ;	DGTCP	- Exécutée de janvier à avril 2024 - Non exécutée de mai à septembre 2024
4.	La PGAI a souhaité que la transmission des données relatives aux ressources extérieures s'effectue trimestriellement ;	PGAI	Non exécutée
5.	La CTSP devra envoyer régulièrement à la DGPPB le rapport validé de l'exécution du PDL-145T ;	CTSP-DGPPB	Non exécutée
6.	La DGPPB devra mettre à la disposition de la CTSP et de la PGAI un modèle de présentation des données selon la nomenclature budgétaire ;	DGPPB-CTSP-PGAI	Exécutée
7.	La DGPPB devra être associée dans la commission technique de mise en œuvre du PDL-145T ;	CTSP	Non exécutée
8.	La CSTP/PDL 145-T a souhaité qu'il y ait des rencontres entre la DGPPB et la CSTP pour améliorer l'échange des données dans le cadre du PDL-145T.	CTSP-DGPPB	Non exécutée

Source : Secrétariat Technique ESB

24 OCT 2024

Fait à Kinshasa, le

Pour le Directeur Général en congé,

Martin MUKUNGHUA LUTULILUA

Directeur

